



**Jour
J-110**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

16/09/2019

Financement du développement

P 3

La Côte d'Ivoire et la Banque mondiale discutent du portefeuille de projets

Identification/ Registre national des personnes physiques P4

Le projet présenté au corps préfectoral

Cedeao / Lutte contre le terrorisme

P 2

Les Chefs d'Etat et de gouvernement se concertent à Ouagadougou

FINANCEMENT DES GRANDS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

P 8

**Enfin, une alternative aux instruments financiers
classiques**

Financement du développement

La Côte d'Ivoire et la Banque mondiale discutent du portefeuille de projets

Le chef du gouvernement s'est entretenu, hier, avec la directrice des Opérations du groupe de l'institution pour la Côte d'Ivoire.

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a reçu hier à son cabinet au Plateau, la nouvelle directrice des Opérations du groupe de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, Coralie Gevers. Au sortir de la rencontre qui a duré environ une (1) heure, la patronne de la Banque mondiale à Abidjan a confié à la presse avoir fait le tour d'horizon du portefeuille de projets que son institution finance dans le pays avec le Chef du gouvernement. « Vous savez, le portefeuille d'activités financé par le groupe de la Banque mondiale et qui est mis en œuvre avec le gouvernement en Côte d'Ivoire est prêt de trois milliards de dollars (plus de 1 650 milliards de FCfa, Ndr). Nous étions très focalisés au-



Amadou Gon Coulibaly et Coralie Gevers, pendant près d'une heure ont fait le tour d'horizon de la coopération Côte d'Ivoire-Banque mondiale. (PHOTO: HONORÉ BOSSON)

aujourd'hui avec le Premier ministre sur la mise en œuvre et voulions nous assurer que ces activités produisent des résultats», explique Coralie Gevers au sortir de cette séance de travail.

A l'occasion, elle a discuté avec le chef du gouvernement sur la démarche à suivre afin de travailler étroitement et soutenir les ministères dans le cadre de la mise en œuvre des projets financés. Lesquels concernent le secteur des infrastructures, le domaine social (filets sociaux, de programmes santé-éducation) et les programmes jeunesse emplois. Pour ces projets, soutient Coralie Gevers, il est nécessaire de veiller à ce que leurs réalisations soient « concrètes sur le terrain ».

En moins de trois mois,

c'est la 2^e fois que la directrice des Opérations du groupe de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire s'entretient avec le Premier ministre. Leur dernière rencontre date du 7 juillet dernier. Les deux parties avaient convenu de se revoir pour des séances de travail. D'où la rencontre d'aujourd'hui.

La Côte d'Ivoire et la Banque mondiale entretiennent depuis plusieurs décennies, d'excellentes relations. Selon l'Agence ivoirienne de presse, de 2015 à 2019, le portefeuille projets est passé de 18 à 28 et les allocations financières de 657 millions de dollars (plus de 361 milliards de FCfa) à 2,6 milliards de dollars (plus de 1 430 milliards de FCfa), soit une augmentation de 400%.

ANOH KOUAO

Projet de réhabilitation de 21.000 pompes à motricité humaine

Les artisans réparateurs équipés



Laurent Tchagba, ministre de l'Hydraulique a appelé tous les acteurs à la mobilisation en vue de la réussite du projet.

C'est un important coup d'accélérateur que le ministre de l'Hydraulique vient de donner au programme de réparation, réhabilitation et maintenance des Pompes à motricité humaine (Pmh), estimées à 21 000. Hier dans le quartier de Cocody-II Plateau, le représentant du gouvernement a remis un lot d'équipements, notamment des motos et des outils de réparation à plusieurs dizaines d'artisans réparateurs. Le projet de réparation, réhabilitation et maintenance des Pompes à motricité humaine, cher au gouvernement ivoirien, a été lancé fin mai dernier par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

A ce jour, 300 Pmh ont été remises en l'état. Ainsi l'équipement et le déploiement des artisans réparateurs (la Sodoci en a mobilisé 125 sur tout le territoire) devrait permettre selon le ministre de l'Hydraulique, Laurent Tchagba, « d'accélérer le processus » de réparation. Tous les mois, a-t-il promis, ce sont 500 Pmh qui seront désormais réparées. S'il est prévu, dans l'ensemble, la réparation de 4500 Pmh à fin décembre prochain, pour le ministre, au plus tard en juin 2020, les 21 000 Pmh seront totalement remises en l'état. Le prochain défi, estime-t-il, sera celui de la maintenance. « Il faut faire en sorte que les populations ne retournent plus dans les rivières et s'exposer aux maladies », a

lancé le représentant du gouvernement, invitant au passage tous les acteurs impliqués dans ce projet de réparation (15 milliards de FCfa) à se mobiliser pour sa réussite.

La fin du projet de réhabilitation prévue en 2020, et qui a nécessité la création de 500 emplois, devrait permettre d'améliorer et de sécuriser l'alimentation en eau potable à près de 11 millions de personnes vivant en milieu rural. «L'eau se présente comme un impératif vital. Cette eau, le gouvernement l'a inscrite au cours de ses priorités », a rappelé Noël Tahé, représentant le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation.

Le projet de réparation de ces 21 000 Pmh, pour le directeur général de la Société de distribution d'eau de Côte d'Ivoire (Sodoci), Ahmadou Bakayoko, dont sa structure est en charge de la mise en œuvre, « est une preuve manifeste de l'ambition du gouvernement de faire de 2019/2020, un temps fortement consacré au social ».

Au cours de cette cérémonie de remise d'équipements aux artisans réparateurs, le corps préfectoral a été invité par le ministre de tutelle et le directeur général de l'Office national de l'eau potable (Onep) à s'approprier le programme de réparation, réhabilitation et maintenance des Pmh.

AKOUAO

Secteur de la cimenterie

Les intermédiaires invités à appliquer les prix justes

Souleymane Diarrassouba a invité hier les intermédiaires du secteur de la cimenterie à jouer le jeu en appliquant les vrais prix en rapport avec la baisse des coûts, la hausse de la production et la concurrence. C'était au terme d'une visite de travail qu'il a effectuée dans les locaux de Limak Afrika au PK27.

« Nous invitons les intermédiaires à tenir compte des réalités du secteur, afin que les populations ressentent les effets des efforts fournis par le gouvernement et les énormes investissements réalisés dans le secteur », a-t-il lancé. Le ministre du Commerce et de l'Industrie a insisté sur cet aspect de l'industrie de cimenterie, parce qu'il constitue un exemple concret dans la volonté gouvernementale de lutter contre la cherté de la vie. Le ministre a relevé que les prix de la tonne de ciment sont passés de 6 000 à 7 000 FCfa il y a quelques années pour revenir entre 4 000 à 4 500 FCfa actuellement. Cela, parce que la capacité installée de production est passée de 2,5 millions de tonnes en 2012 à 12 millions de tonnes aujourd'hui. Alors que les besoins locaux sont passés de deux millions de tonnes en 2012 à quatre millions de tonnes en 2018. Par ailleurs, Souleymane Diarrassouba a exprimé le souhait du gouvernement de voir le Groupe Limak à s'inté-



Le ministre (2^e à partir de la gauche) s'est félicité de la bonne santé de la coopération entre la Côte d'Ivoire et la Turquie.

resser aux secteurs de la production énergétique et de la transformation des fruits et légumes où il intervient. « Le gouvernement veut aller au-delà des 194 milliards de FCfa d'échanges avec la Turquie et espère vous voir investir dans la production énergétique et la transformation agro-industrielle comme cela se fait déjà dans différentes zones du monde », a confié le ministre. Cette volonté de renforcer et de diversifier la coopération économique entre les deux pays est également partagée par la partie turque, selon l'ambassadeur de Turquie en Côte d'Ivoire, Havva Yonca Gündüz Özperli. La cheffe de la mission diplomatique turque en Côte d'Ivoire a déclaré que son pays souhaite

« compléter cette coopération » en explorant de nouvelles opportunités dans les secteurs non encore visités par les opérateurs économiques de ces deux pays. Pour sa part, Erkam Kocakerem, P-Dg du Groupe Limak a annoncé l'installation dans l'usine du Pk 27 d'un laboratoire d'analyse - le 4e puisque les trois premiers sont en Turquie - pour renforcer la certification de sa production en Afrique.

D'autant plus qu'à terme, l'usine « sera la plus respectueuse de l'environnement selon les normes de la Banque mondiale » selon lui. Cette mission est d'ores et déjà l'affaire d'Erdem Oner, Dg de Limak Afrika qui a conduit la visite du site.

ABOUBAKAR BAMBA

Police nationale Loyauté et respect strictement recommandés

Le ministre de l'Intérieur et de la Protection civile a présidé la cérémonie de présentation au drapeau de 1 315 futurs policiers.

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Diomandé Vagondo, a participé, le 12 septembre, à sa première rencontre publique avec ses nouveaux collaborateurs à l'école nationale de police. Qui a abrité la cérémonie de présentation au drapeau de 1 315 recrues qui viennent de finir la formation militaire dite formation commune de base (Fcb) et aptes à suivre la formation policière.

Le premier responsable de la sécurité des Ivoiriens n'a pas porté de gant pour mettre les futurs policiers devant leurs responsabilités profession-



Le général-ministre veut une police exemplaire au service de la population. (PHOTO: D.R)

nelles. Il leur a surtout rappelé que la discipline qui est chez le flic un principe sacrosaint doit commencer pendant la formation. D'où la mise en garde : « Être agents des forces de sécurité est un sacerdoce. C'est pourquoi, vous devez être évalués et les indisciplinés seront renvoyés de l'école de police », a insisté le ministre Diomandé Vagondo. Comme pour dire aux 1 315 futurs policiers que le port de la tenue à l'école n'est pas gage d'un emploi définitif. Mieux, il leur peint le profil du bon policier dans l'exercice de ses fonctions : « N'oubliez jamais que chaque jour, vous devez être

des modèles. Vous devez mériter le respect, agir avec loyauté ». Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile promet de s'investir pour améliorer les conditions de vie et de travail du fonctionnaire de police. L'appel à la collaboration de la population pour une police efficace était en bonne place dans l'intervention du Général Diomandé Vagondo. La 43^{ème} promotion (2019-2021) qui vient d'être présentée au drapeau est forte de 999 sous-officiers, 249 officiers de police et 61 commissaires de police. ■

MARC YEVOU
(SERCOM DGM)

Secrétariat et assistantat de direction Les professionnels appelés à relever le défi du numérique



La ministre Raymonde Goudou-Coffie a rassuré les secrétaires et assistants des perspectives radieuses de leur métier à l'ère du numérique. (PHOTO: D.R)

Face aux menaces de disparition de leurs fonctions qui pourraient faire planer l'automatisation « robotisation » et la digitalisation des métiers, donc l'innovation des outils technologiques, Raymonde Goudou-Coffie, ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, a donné, jeudi, à l'hôtel Président de Yamoussoukro, des gages de résilience aux secrétaires et assistants. Lors de la conférence inaugurale des Journées nationales du secrétariat qu'elle a prononcée sur le thème : « Assistante de demain : comment renforcer son rôle pour un partenariat productif avec son Organisation », la ministre a rassuré son auditoire sur les perspectives radieuses du métier d'assistant et de secrétaire de direction.

En réponse aux nouveaux défis qu'induit la mutation que l'assistantat, la conférencière a proposé l'adaptation du profil à l'évolution

de l'environnement de travail et l'adéquation du profil au poste de travail, la création de profil de carrière pour les assistantes des organisations et entreprises privées. Elle a également recommandé le reclassement professionnel des assistantes pour valoriser les expériences professionnelles acquises ainsi que les compétences développées au sein de l'entreprise puis l'introduction des nouveaux référentiels de compétences associés à des critères de performances dans les curricula de formation en assistantat. Elle n'a toutefois pas oublié le projet de profilage et de codification des postes de travail piloté par son ministère et qui a déjà été expérimenté dans ledit ministère. Raymonde Goudou-Coffie, expert formatrice de l'Université Harvard, a trouvé dans le profil de l'assistante qui repose sur la compétence, un vantage pour lui permettre de mieux tenir son rôle et se rendre indispensable voire in-

contournable dans son organisation. Dans son rôle d'interface privilégié, l'assistant ou la secrétaire doit développer une relation constructive et efficace avec la hiérarchie, maîtriser la micro-informatique et notamment le Pack Office. Il doit parler au moins une langue étrangère, avoir une connaissance irréprochable de la langue officielle de travail et posséder des qualités personnelles variées. La ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public a fait un rappel historique du métier d'assistant et de son évolution en Côte d'Ivoire. Elle a vanté les mérites des devancières, telles qu'Alexise Gogoua et Agnès Kéligui Kouissou, qui ont permis par leur courage et leur persévérance à ce corps de métier de traverser le temps. ■

G. GABO
INFO-CORRESPONDANT
PARTICULIÈRE

Secrétariat d'État en charge de l'Autonomisation de la Femme Myss Belmonde Dogo Logboh prend fonction

L'autonomisation de la femme aura plus de visibilité avec le secrétariat d'État dédié à ce domaine qui vient d'être créé au sein du gouvernement », a déclaré hier la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Ramata Bakayoko-Ly. C'était à l'occasion de la cérémonie de passation des charges, à son cabinet, entre elle et la Secrétaire d'État chargée de l'autonomisation de la femme, Myss Belmonde Dogo Logboh.

La ministre en charge de la Femme estime que ce nouveau département permettra une meilleure coordination des actions menées dans le cadre de l'autonomisation de la femme, et renforcera les capacités opérationnelles de son ministère.

« La nomination de Mme Myss Belmonde Dogo Logboh est la preuve que le Chef de l'Etat Alassane Ouattara accorde une importance particulière à la promotion de la femme », s'est, en outre, réjouie Bakayoko-Ly Ramata. Qui a rappelé que, selon l'édition 2015 de l'indice de développement humain du Pnud, la pauvreté touche les femmes en Côte d'Ivoire avec un ratio de 47,4% contre 45,5% chez les hommes en milieu rural, et 56,8% contre 35,9% en milieu urbain, notamment dans le Nord et l'ouest du pays.

A ce propos Myss Belmonde Dogo Logboh a indiqué qu'en mettant en place un Secrétariat d'État chargé de travailler à trouver des solutions et à œuvrer à la mise en pratique des approches novatrices sur le sujet, le Président de la République Alassane Ouattara entend faire de la question relative à la prise en compte du genre dans les politiques de développement, non pas seulement un vœu, mais un axe important de son projet de société pour la Côte d'Ivoire. « Pourrait-il en être autrement quand les statistiques nous

donnent de noter que, pour autant que les femmes représentent la moitié de l'humanité, c'est bien moins du quart des revenus de nos Etats qui sont détenus par elles. Alors que leur capacité de production est grande, mais demeure mal ou peu exploitée », a-t-elle souligné. Avant de dire qu'il faut se donner les moyens de mettre cette force de production au travail par des initiatives nombreuses et des approches participatives innovantes. ■

MARIE-ADELÉ DJIDJÉ
SOURCE SERCOM



La ministre Bakayoko-Ly Ramata (à droite) a passé le témoin de l'autonomisation des femmes à Myss Belmonde Dogo Logboh. (PHOTO: D.R)

Identification/ Registre national des personnes physiques Le projet présenté au corps préfectoral

Le premier responsable de l'Office national de l'état civil et de l'identification était face aux préfets pour leur expliquer l'enjeu de l'opération.

Le projet du registre national des personnes physiques (Rnpp) a été présenté au corps préfectoral, en attendant sa mise en œuvre qui est imminente. «C'est un vaste programme qui va bouleverser tout l'écosystème administratif», a précisé d'emblée le Dg de l'Office national de l'état civil et de l'identification (Oneci, ex-Oni), Diakalidia Konaté, au cours d'une séance de présentation qui a eu lieu, hier, à la Direction générale de l'administration du territoire (Dgat), à Cocody.

«Outil de gouvernance par excellence, il est un projet majeur à l'instar du Ps Gouv et de la Cmu. Dans la mesure où il est considéré dans le Plan national de développement (Pnd) 2016-2020 comme un élément catalyseur qui va booster notre économie», a-t-il précisé.

Le Dg de l'Oneci a, par ailleurs, expliqué qu'il s'agit d'attribuer aux Ivoiriens, aux résidents ou encore à «ceux qui passent les frontières de la Côte d'Ivoire» un identifiant unique adossé à sa biométrie faciale et digitale, qui le suivra dans toutes ses démarches administratives. «Il s'agit désormais de centraliser l'ensemble des bases de



Le Registre national des personnes physiques va impliquer le corps préfectoral en premier (PH: DADIÉ VÉRONIQUE)

données, l'Etat ayant ainsi décidé de mettre en place un registre centralisé appelé Registre national des personnes physiques», a détaillé le patron de l'Oneci.

Quant aux enjeux, il a précisé que ce registre est un outil qui permettra de sécuriser et rendre plus fiable l'état civil ivoirien.

Car, assure-t-il, les collectes de données vont se faire par proximité, pour «être enregistrées dans une base centrale». De sorte que les statistiques des naissances, par exemple, dans une localité donnée, seront «claires et nettes en temps réel». Du coup, la planification pourra

aisément se faire à l'échelle locale et nationale.

Le Dg de l'Oneci a mis également à profit cette rencontre pour faire l'état d'avancement de ce projet. «Le gouvernement a adopté le document de stratégie nationale qui constitue le document de cadrage et d'orientation de la mise en œuvre de cette réforme», a-t-il situé. Puis, a ajouté que le Conseil des ministres a également adopté le projet de loi sur l'état civil, ainsi qu'un autre, appelé «rétablissement d'identité». Il a précisé que ces projets sont passés devant le Parlement. Mieux, ils ont été promulgués.

En sus, a-t-il révélé, un appel a été lancé pour le recrutement de l'opérateur commis à la confection des cartes nationales d'identité. «Il est envisagé un renouvellement online. Question de gérer au mieux le flux et le grand nombre des demandeurs», a fait savoir le patron de l'opération d'identification en Côte d'Ivoire. Pour tout dire, «le projet du Rnpp est en route et avance bien», a-t-il rassuré. Il a annoncé qu'une vaste opération de sensibilisation sera bientôt lancée auprès de toutes les couches sociales et des composantes de l'administration.

MARCEL APPENA

Mes vérités Comprendre...

La formation du nouveau gouvernement, le mercredi 5 septembre, a suscité un débat dans tous les cercles de discussions et dans les médias en Côte d'Ivoire. Comme il fallait s'y attendre, dans un pays de libre expression, il y avait des pour et des contre. Chacun, avec ses arguments, a essayé de faire prévaloir sa position. Pour certains donc, c'est une équipe pléthorique, budgétivore. Mais pour d'autres, le nouveau gouvernement est une équipe de mission qui doit démultiplier les actions sur le terrain pour aller plus loin dans l'amélioration du quotidien des Ivoiriens et de tous ceux qui ont choisi, en toute liberté, de vivre dans notre pays.

Certains lecteurs ont demandé notre avis sur cette équipe. Pour nous, ce qu'il faut comprendre, au-delà de tout, c'est que la formation d'un gouvernement obéit à des critères et des objectifs, prend en compte la réalité du terrain en matière de développement et, surtout, la donne politique. Dans son interview du 6 août, veille de la célébration de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, avait annoncé que le budget du programme social du gouvernement devrait connaître une augmentation substantielle. Il doit passer de 727, 5 milliards à 1000 milliards de FCfa. Cette hausse entraînera automatiquement de nouveaux défis à relever. Lesquels nécessitent un élargissement de l'équipe gouvernementale qui doit être aujourd'hui, plus que jamais, proche du peuple. Il faut que celui-ci sente ses préoccupations traitées avec célérité et que le développement lui soit apporté, même étant assis à la maison, devant sa télévision.

De nombreux pas ont été posés dans la marche vers le développement. Mais il en faut davantage. Plus il y a de mains et de têtes bien faites, plus vite iront les choses. Lorsque le Président crée le poste de ministre de la Promotion de la Riziculture, c'est bien pour adresser un problème spécifique, l'autosuffisance en riz. En fouillant sur la Toile, nous avons trouvé ceci : «La production de riz en Côte d'Ivoire peine à suivre le rythme de la consommation intérieure portée par la croissance démographique, l'urbanisation et le

PAR
ÉTIENNE ABOUA

changement de régime alimentaire. Résultat, les importations de riz devraient atteindre un nouveau record de 1,45 million de tonnes (Mt) en 2018/19 et 1,5 Mt en 2019/20, estime le département américain de l'Agriculture (USDA). Et le grand bénéficiaire devrait être la Chine qui est devenue, en 2018/19, le premier fournisseur d'Abidjan. La Côte d'Ivoire restera donc un importateur net de riz et le cinquième importateur mondial de riz, le deuxième au niveau du continent derrière le Nigeria. La Côte d'Ivoire veut donc combler ce gap.

Nous entendons des personnes dire qu'on n'a pas besoin d'autant de ministres pour poursuivre le développement de la Côte d'Ivoire. C'est leur droit et leur perception de la chose. On n'y peut rien. Mais c'est aussi le droit de celui qui est au pouvoir de juger opportun d'avoir besoin de 20, 30, 40, voire plus de ministres pour traduire en acte son programme. Il faut également comprendre que la réalité d'hier n'est pas celle d'aujourd'hui. Pour nous, il faut le juger aux résultats. C'est au pied du mur que l'on voit le vrai maçon. Et jusque-là, il n'y a rien à y redire. Si l'on constate que ce nouveau gouvernement n'apporte rien aux Ivoiriens, alors là nous pourrions, de façon légitime, le décrier. Tout le reste, pour l'heure, n'est qu'expression puérile et jactance de contempteurs.

Nous croyons en ce nouveau gouvernement parce que coaché par un homme, le Président Alassane Ouattara, qui a su remettre la Côte d'Ivoire debout. La nouvelle équipe accélérera, nous en sommes persuadés, la redistribution de la richesse. C'est-à-dire créer les conditions pour que chaque Ivoirien, chaque habitant de la Côte d'Ivoire puisse trouver son bonheur. Il faut bien comprendre que la redistribution de la richesse, ce n'est pas opérer une division euclidienne du budget de l'Etat pour le distribuer aux populations. La redistribution de la richesse, c'est la création d'emplois, l'augmentation du pouvoir d'achat et la mise à disposition de commodités. Nous entendons par commodités, les infrastructures routières, les écoles, les hôpitaux, etc. Tout cela est en cours. En matière d'emploi, plus de deux millions de postes ont déjà été créés. En ce qui concerne le pouvoir d'achat, le salaire minimum interprofessionnel est passé de 36 607 à 60 000 FCfa. Le salaire des fonctionnaires a été débloqué en 2015. Ceux-ci bénéficient désormais d'avancements réguliers. La Côte d'Ivoire franchira, dans peu de temps, les portes du paradis. Amen.

Meeting du PdcI-Rda et ses alliés, ce samedi

Les membres du comité d'organisation rassurent !

Tout est fin prêt pour l'organisation du meeting du PdcI-Rda et ses alliés, ce samedi au Parc des sports, dans la commune de Treichville », indique avec enthousiasme Kamagaté Ibrahim, un des présidents du comité d'organisation. «Les différentes commissions sont à la tâche.

Et nous essayons de faire la coordination. Toutes les commissions ont mis les bouchées doubles. Il reste quelques détails à mettre au point», assure-t-il, dans un entretien paru dans les colonnes du confrère Le nouveau Réveil.

S'appuyant sur le comité en charge de la mobilisation des militants, il indique que l'objectif visé au titre des participants, est d'arriver à mobiliser cinquante mille personnes au Parc des sports de Treichville au cours de ce meeting. «Nous attendons donc cinquante mille participants», a-t-il affirmé. L'heure est donc à la mobilisation. Des délégations en provenance de l'intérieur du



Les organisateurs annoncent de nombreux militants au Parc des sports de Treichville. (PHOTO:DR)

pays sont annoncées. «Nous les attendons à bras ouverts», s'est enthousiasmé le cadre du PdcI-Rda.

Au-delà, les plateformes Eds (Ensemble pour la démocratie et la souveraineté) du professeur Georges-Armand Ouégnin (proche de Laurent Gbagbo) et celle qui vient d'être portée sur les fonts baptismaux par le PdcI-Rda, la Cdrp (Coalition pour la dé-

mocratie, la réconciliation et la paix), sont en première ligne, aux côtés du parti de Konan Bédié et des proches de Laurent Gbagbo.

D'autres formations politiques, dont certaines, proches de Guillaume Soro, prennent aussi part au meeting.

Côté organisation pratique, en ce qui concerne notamment le volet sécuritaire, Ka-

magaté Brahim se veut plus que rassurant. «Nous avons mené toutes les démarches administratives. Nous avons saisi le ministère de la Sécurité à l'effet de pouvoir sécuriser la manifestation», se réjouit-il, toujours dans les colonnes du confrère. «On a la sécurité de l'Etat, il n'y a donc rien à craindre!», a-t-il ajouté. En ce qui concerne l'ouverture des portes du Parc des sports, ce samedi, Kamagaté Brahim rassure également. «Le premier militant qui arrive à 6 heures sera le bienvenu. Le stade sera ouvert», indique-t-il.

Au cours de la conférence de presse, conjointement animée lundi dernier au siège du PdcI-Rda, à Cocody, Kamagaté Brahim et Koné Boubacar (proche de Laurent Gbagbo) avaient déclaré que ce meeting se tient au nom de la paix et de la réconciliation nationale. Il marque aussi le premier acte fort, après la rencontre à Bruxelles de Konan Bédié et Laurent Gbagbo, le 29 juillet dernier.

M. APPENA

Cedeao / Lutte contre le terrorisme

Les Chefs d'Etat et de gouvernement se concertent à Ouagadougou

Un sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et du G5 Sahel se tient aujourd'hui dans la capitale burkinabè avec la participation de plusieurs dirigeants africains dont le Président Alassane Ouattara.

Hier vendredi à 15h 45, l'avion présidentiel estampillé Côte d'Ivoire a atterri à l'aéroport international de Ouagadougou. Au bas de l'échelle de coupée, attendaient le Premier ministre burkinabè Marie Joseph Christophe Dabiré, chargé d'accueillir le Président Alassane Ouattara, l'ambassadeur de Côte d'Ivoire au Burkina Faso Soro Kapiélétié, des membres du gouvernement ivoirien, le personnel de l'ambassade et la communauté ivoirienne résidant au pays des hommes intègres. Le terrorisme gagne du terrain dans la région ouest africaine. Et les populations s'en inquiètent. Les dirigeants en sont conscients. Ils multiplient les réflexions. C'est dans ce cadre que se situe le sommet extraordinaire de la Cedeao consacré à la lutte contre le terrorisme et de sécurité de la Cedeao s'est réuni jeudi en session extraordinaire « pour réaffirmer la détermination des Etats membres de la Cedeao à œuvrer collectivement pour prévenir et combattre plus efficacement le terrorisme, renforcer la coopération et la coordination et redéfinir les domaines prioritaires des Etats membres ». Selon un communiqué de la Cedeao, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui est très préoccupée par le phénomène du terrorisme dans



Le terrorisme et l'extrémisme violent menacent la sous-région; il faut agir vite. (PHOTO: PRESIDENCE)

la région, avait adopté à Yamoussoukro, le 28 février 2013, la stratégie ouest-africaine de lutte contre le terrorisme. Face à la menace terroriste grandissante dans la région, les Chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao ont décidé en juin dernier à Abuja, a pour but de réfléchir à une meilleure coordination sécuritaire entre les pays membres de la Cedeao au-delà du G5 Sahel (qui regroupe la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad). En prélude à ce sommet extraordinaire des Chefs

d'Etat et de gouvernement, le Conseil de médiation et de sécurité de la Cedeao s'est réuni jeudi en session extraordinaire « pour réaffirmer la détermination des Etats membres de la Cedeao à œuvrer collectivement pour prévenir et combattre plus efficacement le terrorisme, renforcer la coopération et la coordination et redéfinir les domaines prioritaires des Etats membres ». Selon un communiqué de la Cedeao, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui est très préoccupée par le phénomène du terrorisme dans

la région, avait adopté à Yamoussoukro, le 28 février 2013, la stratégie ouest-africaine de lutte contre le terrorisme. Face à la menace terroriste grandissante dans la région, les Chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao ont décidé en juin dernier à Abuja, a pour but de réfléchir à une meilleure coordination sécuritaire entre les pays membres de la Cedeao au-delà du G5 Sahel (qui regroupe la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad). En prélude à ce sommet extraordinaire des Chefs

extraordinaire et dans le but d'impliquer tous les niveaux et secteurs de la société, deux réunions se sont tenues à Niamey au Niger. La première a eu lieu les 26 et 27 août 2019 avec les acteurs de la Société civile, sur la Lutte contre le Terrorisme dans la région de la Cedeao. Elle a été suivie de celle des chefs d'état-major de la Défense et des chefs des Services de Sécurité et de Renseignement, les 28 et 29 août 2019. Une synergie d'actions s'impose. Le Conseil de médiation et de sécurité, composé des ministres en charge des Affaires étrangères et ceux de la Défense, qui s'est réuni jeudi, a examiné plusieurs rapports et recommandations issus des réunions préparatoires. Ces travaux préparatoires de la Conférence des Chefs d'Etat ont permis de valider des recommandations issues des réunions préparatoires. Ces travaux préparatoires de la Conférence des Chefs d'Etat ont permis donc au Conseil de médiation d'adopter de nouvelles stratégies communes de lutte contre le terrorisme assorties d'un plan d'actions. L'heure est grave et il faut agir et très vite, à en croire le président du Conseil de médiation et de sécurité de la Cedeao, le ministre des Affaires étrangères du Niger, Kalla Ankourao. Selon lui, les actes terroristes, qui ont entaché cette dernière décennie, ont entraîné de nom-

breuses pertes en vies humaines, des blessés, des destructions de biens et semé la peur au sein des populations qui déjà souffrent des conflits intercommunautaires, des problèmes sociaux tels que la pauvreté et le trafic en tous genres. Le sommet extraordinaire des Chefs d'Etat vise donc trois objectifs, à en croire le président de la Commission de la Cedeao, Jean-Claude Brou. Il s'agit de «réaffirmer l'engagement ferme de la communauté ouest africaine à lutter collectivement contre l'extrémisme violent », d'évaluer et d'adapter la stratégie de lutte à l'évolution actuelle du fléau et de proposer des mesures fortes en vue de venir à bout du terrorisme. A ces objectifs, il faut adjoindre les questions de financement des opérations. A ce niveau, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Burkina Faso, Alpha Barry, a noté l'urgence et la nécessité d'une action synergique des pays membres de la Cedeao, mais aussi l'implication du secteur privé dans la mobilisation et la recherche de financements de la lutte.

GERMAINE BONI
ENVOYÉE SPÉCIALE
À OUAGADOUGOU

Le Geppao dans la place

Le groupement des éditeurs de presse publique de l'Afrique de l'Ouest (Geppao) présidé par l'Ivoirien Venance Konan, directeur général du quotidien Fraternité Matin, est très actif et présent à ce sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement et du G5 Sahel sur la lutte contre le terrorisme. La participation du Geppao est marquée non seulement par la présence de son président Venance Konan, mais aussi et surtout par la distribution gratuite des actes du Forum international qu'il a organisé en



La couverture des Actes du forum du Geppao organisé en marge du Traité d'amitié et de coopération au Burkina Faso.

juin dernier à Ouagadougou, dans le cadre du Traité d'amitié et de coopération entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (Tac). Pour le président du Geppao, il s'agit de faire connaître davantage son groupement aux Chefs d'Etat et de réaffirmer sa disponibilité et sa détermination à les accompagner dans ce combat contre le terrorisme. Il n'y a qu'à voir le thème du forum international: «Le rôle des médias dans la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest». Parce que conscient que le combat contre le terrorisme est d'abord médiatique, les éditeurs de

presse publique ont voulu et veulent prendre leur place dans ce processus d'éradication de ce fléau dans la sous-région ouest africaine. Édités par le groupe Fraternité Matin, les Actes du Forum de Ouagadougou sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme dans la zone Uemoa sont un document de 167 pages, contenant les présentations du Geppao, ses objectifs, ainsi que ceux du forum, des discours (du président du Geppao, président de la commission de l'Uemoa, du Chef de l'Etat Burkinabè), de la conférence inaugurale, les quatre panels et le discours de clôture du

ministre burkinabè de la Communication et des Relations avec le parlement. En Annexe, se trouvent les recommandations. Distribué aux autorités et invités de ce sommet extraordinaire, le document des actes du forum du Geppao devra contribuer à la compréhension du terrorisme et des pistes de solutions proposées pour l'endiguer. C'est donc un bon coup que vient d'enregistrer le Geppao qui est désormais un acteur clé au service des dirigeants africains dans la lutte contre le terrorisme mais aussi pour le développement du continent.

G. BONI

Déguerpissement / Adjamé, Koumassi, Cocody, Yopougon... Objectif, totale fluidité à Abidjan

Le gouvernement poursuit sa politique de rendre le cadre de vie des Ivoiriens agréable. Le volet assainissement et fluidité du transport occupe une place importante.

B Nangui Abrogoua. C'est à Adjamé. Ce boulevard, peu de personnes savaient que c'en était un. Certes, il porte si bien son nom, mais l'impossibilité de rouler sur cette voie a fait que les automobilistes ne s'y aventureraient plus. Hier, nous avons parcouru cette voie qui rallie le centre d'Adjamé au Plateau, via l'Insp, (Institut national de santé publique). Qu'est-ce qu'elle est dégagée ! Ce boulevard qui, depuis des décennies, fait corps avec l'anarchie respire aujourd'hui. Une vigoureuse action de déguerpissement est passée par là. Le nouveau maire épousant parfaitement la politique d'assainissement du gouvernement y a mis du sien.

« Nous sommes en train de faire le déguerpissement du boulevard Nangui Abrogoua. Nous avons commencé par ramasser les tables, les parasols et autre matériel. Il y a longtemps que ce boulevard souffre de l'anarchie. Nous avons pris le temps de sensibiliser l'ensemble des occupants. Nous avons fait des mises en demeure qui sont arrivées à expiration. Nous avons continué à sensibiliser et là, nous sommes à la phase d'exécution de notre programme qui durera trois mois ». En août dernier, lorsque Soumahoro Farikou, nouveau maire d'Adjamé, faisait cette déclaration, on a pensé à une action d'éclat. Aujourd'hui, le résultat surprend. C'est que la mairie a pris des dispositions particulières. Et pour le déguerpissement et pour le maintien



Toutes les constructions anarchiques ont été détruites. (PHOTOS : D. R)

Toutes les constructions anarchiques ont été détruites. (PHOTOS : D. R)

de l'ordre. « Pour assurer le suivi de cette action, la mairie a formé 300 jeunes qui seront de façon permanente présents pour sensibiliser et empêcher les vendeurs de se réinstaller. Le boulevard a été partagé en cinq zones et nous avons placé dans chaque zone un groupe de jeunes ». Sur le boulevard Nangui Abrogoua, on aperçoit des agents en chasubles qui veillent au grain. On accède aujourd'hui plus facilement à la commune d'Adjamé. Surtout en venant de Yopougon. Autre commune où le plan d'action pour l'assainissement de la ministre Anne-Désirée Ouloto a été traduit

dans les faits par le maire. Depuis avril dernier, Yopougon fait peau neuve. Les opérations de déguerpissement des occupants des espaces publics se sont accentuées. Le gouvernement avait choisi ce mois pour parer à toute éventualité à l'approche des grandes pluies. En effet, c'est en prélude à la saison des pluies que le ministère de l'Assainissement et de la Salubrité, à travers l'Office national de l'assainissement et de drainage, a entrepris, à Abidjan, le déguerpissement des habitations situées dans les zones à risques. « Des boutiques, des ateliers de couture, des kiosques, des maquis et bars, un atelier d'art graphique, des restaurants, un cybercafé, etc. Rien n'a été épargné sous le vrombissement des machines », décrit une dépêche de notre confrère d'Aip. Adjamé, Yopougon ne sont pas les seules cités d'Abidjan à bé-

néficier de la politique d'assainissement du gouvernement. Depuis quelques mois, les autres communes abidjanaises, notamment celles de Treichville, Abobo, Marcory, Koumassi et Port-Bouët, avec l'appui du gouvernement et du district d'Abidjan, mènent une vaste opération de déguerpis-

sement des espaces occupés anarchiquement et de démolition des constructions sur le domaine public. À Cocody- Riviera Palmeraie, la Rue Ministre abonnée aux inondations, est passée au scanner. Les tractopelles ont détruit des boutiques et terrasses de boutiques situées en bordure de caniveau afin de procéder à son élargissement. Dans toutes ces communes, les autorités ont promis que les déguerpis pourront être hébergés au même titre que les sinistrés des inondations, et mieux, que de nouveaux espaces leurs seront attribués pour leurs activités. À Koumassi, Cissé Baongo, le maire, a été clair : « Tous les commerçants déguerpis seront recasés ». Celui qui, depuis son arrivée à la tête de la commune, a entrepris plusieurs travaux de curage de caniveaux, explique que les actions d'amélioration de leur cadre de vie ».

BLEDSON MATHIEU

Une question à...

ABDOULAYE TOURÉ,
Sg de l'Observatoire de la fluidité des transports

« La fluidité du transport est aussi un acte civique »

Une équipe de l'Observatoire de la Fluidité des Transports sillonne les quartiers d'Abidjan pour sensibiliser les automobilistes sur le civisme sur les routes. Explication du premier responsable de l'Of.

« Un des facteurs important en matière de congestion est le comportement du conducteur. Je dirai la courtoisie. Nous menons une campagne qui consiste à aller vers les plus nombreux, les chauffeurs de Gbakas, de Taxis et Wôro wôro pour les sensibiliser. Il faut dire que la sensibilisation a assez duré, il faut passer à une phase de répression. Il y a des infractions



qui nécessitent une mise en fourrière. Alors que la fourrière est dépassée. Nous sommes en train de mûrir des réflexions avec les différentes structures concernées pour la création d'une plus grande fourrière qui permettra d'appliquer les sanctions

prévues par le code de la route. Notre sensibilisation porte sur le fait que les gens respectent le code de la route, se respectent mutuellement au lieu de venir encombrer la chaussée. »

B. MATHIEU



Le boulevard Nangui Abrogoua respire désormais.

Ponts, échangeurs, nouvelles voies, l'autre pan de la fluidité



A l'image du rond point de la Riviera 2...



...l'échangeur au carrefour Solibra va contribuer à faciliter la circulation à Abidjan. (PHOTOS : DR)

Pour la fluidité du transport routier à Abidjan, le Président Ouattara, on peut le dire, a mis les bouchées doubles. Depuis son arrivée au pouvoir, rien n'a été laissé au hasard quant aux infrastructures routières à Abidjan. La capitale économique du pays étouffait par ses encombrements, ses routes impraticables. Aux premières heures de son pouvoir, Alassane Ouattara a pris le problème à bras le corps. Un plan d'urgence pour les infrastructures, dans le cadre du Ppu (Programme présidentiel d'urgence) a été mis en place. Des études ont été com-

mandées pour identifier, plus techniquement, les causes réelles de l'engorgement. Le cas d'Abidjan étant assez particulier. Ces études ont permis de dégager plusieurs facteurs qui interviennent dans la congestion. Le premier, le dépassement des capacités des infrastructures routières. L'étude menée par l'Etat en liaison avec la Jica (Agence japonaise de coopération internationale) a validé un schéma directeur du grand Abidjan. Au sein duquel il y a le schéma directeur des transports au niveau d'Abidjan. Il s'est agi de faire une évaluation du nombre de personnes qui circulent.

Pourquoi elles se déplacent ? Et comment elles se mettent en mouvement ? La réponse à ces questions a donné le plan de déplacement urbain. Cela a permis au gouvernement d'opérer les meilleurs choix pour le déplacement des populations au niveau d'Abidjan.

Le métro d'Abidjan, solution durable

Avec les différentes études et la volonté du Chef de l'Etat de régler le problème d'Abidjan à la fois pour les habitants d'aujourd'hui et les générations futures, le choix évident s'est fait : offrir à Abidjan des lignes de métro.

Comme toutes les grandes métropoles. Ce projet de réseau ferroviaire de transport urbain, les Abidjanais y ont rêvé. Ouattara va le leur offrir. Un métro aérien conçu autour de deux lignes, une première ligne de la commune d'Anyama jusqu'à celle de Port-Bouët, en passant par le Plateau et une deuxième ligne qui reliera Yopougon à Bingerville. Avec 37 kilomètres de voie, la première ligne représente un projet de très grande ampleur, comparable aux métros des grandes capitales mondiales.

Des routes, des ponts et des échangeurs

Dans une mégapole de plus de 5 millions d'habitants, la question de la mo-

bilité est cruciale. Le Président Ouattara a orienté son gouvernement vers la création de nouvelles routes, l'entretien des voies dégradées et l'ouverture de nouvelles routes entre les communes. Résultats : des ponts entre Marcory et Cocody, entre Adjamé et Yopougon (les 3^e et 4^e ponts). Des quartiers comme Riviera Palmeraie ou Abobo Anador qui étaient difficilement accessibles ont été "bourrés" de routes. Le carrefour de la Riviera II qui était un cauchemar s'est vu offrir un tunnel, le premier du pays.

D'autres infrastructures, tels les échangeurs du carrefour Solibra à Treichville, du carrefour Samanké à Abobo ainsi que ceux prévus sur la route de Bingerville, ont été

intégrées à ce grand plan de décongestion. Le Président Ouattara veut éviter aux générations futures ce que nous avons vécu : le calvaire lié au dépassement de la capacité de la voirie. Parce que certains investissements qui devraient être faits, il y a 20, 25, 30 ans, ne l'ont pas été. Aujourd'hui, à travers plusieurs projets, le gouvernement est en train de rattraper tout ce retard.

L'autre volet est la signalisation. Quand elle n'est pas bonne, cela entraîne beaucoup d'hésitations au volant et fini par créer des bouchons. Parce qu'on n'est pas bien orienté. Ce n'est pas évident qu'on pratique toujours les mêmes itinéraires. ■

BLELSON M.

S. O. S pour tout Adjamé

La surprise a été de taille quand, sur les réseaux sociaux, on a appris que le maire s'attaque aux installations anarchiques qui obstruent le boulevard Nangui Abrogoua depuis plusieurs années. Cette voie qui relie la commune d'Adjamé à celle du Plateau respire mieux désormais. Toute l'emprise a été dégagée des commerçants qui s'y étaient établis, rendant infernale la circulation. Maintenant, il va falloir réparer les voies qui sont très dégradées par endroits. En

effet, la libération de l'espace a révélé toute la laideur des chaussées. Le Boulevard Nangui Abrogoua est vraiment très malade. Le revêtement des voies n'existe que de nom en maint endroit. Pire, en remontant vers la grande mosquée, il y a une boue épaisse, nauséabonde et permanente sur le côté gauche du boulevard. La dégradation très avancée à cet endroit semble avoir été occasionnée par les eaux usées que des gérants de toilettes publiques font couler sur la chaussée. C'est

une pratique très répandue à Adjamé. Il n'y a pas que la partie principale du boulevard qui est abîmée. Les bretelles et les voies de sortie sont chaotiques. Le déguerpissement des commerçants a tout mis au grand jour. Le bitume a foutu le camp depuis belle lurette. L'heure est donc maintenant à la réhabilitation des voies. Il faut les remettre à neuf pour que l'action de salubrité que la mairie mène soit efficace. ■

ALAKAGNI HALA

Cocody en force

À Cocody, l'opération « Cocody, cité propre » lancée en avril 2019, se poursuit. Les trottoirs et autres espaces du domaine public sont libérés des installations sauvages. Plus les jours passent, plus le maire Jean-Marc Yacé montre sa détermination à aller jusqu'au bout dans sa volonté d'assainir l'environnement de sa commune.

La semaine dernière, le bruit des engins des services techniques de la mairie a retenti, encore une fois, en maint endroit de la commune présidentielle. Du rond-point de la Riviera 2 jusqu'à la Riviera Golf, les trottoirs ont été débarrassés des installations anarchiques qui enlaidissaient ce boulevard. Au quartier des 2-Plateaux, les mécaniciens, les laveurs de voitures, les vendeurs...

ont plié bagage. Leurs installations ont été enlevées des trottoirs, de l'espace Mobil à la lisière du camp de gendarmerie Agban. A Angré, le village de maquis qui régnait entre le carrefour Notre Dame et le terminus, n'existe plus. Il a été démolit. Autre fait important, la devanture du Chu de Cocody est désormais débarrassée des vendeurs. ■

A HALA

FINANCEMENT DES GRANDS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

Enfin, une alternative aux instruments financiers classiques



Adama Coulibaly a appelé à l'appropriation du financement mixte pour relever le défi de la mobilisation des financements nécessaires au développement de l'Afrique.

Le financement mixte est une approche consistant à combiner différentes formes de capi-

tal pour financer le développement. Ce mode de financement qui vient comme une alternative aux instruments financiers classiques constitue, selon les acteurs du monde de la finance, une solution efficace pour mobiliser les investissements privés en faveur des grands projets de développement dans les pays africains. Afin de vulgariser ce mécanisme auprès des différents acteurs participant à l'initiative Compact avec l'Afrique (Cwa) du G20, s'est tenu à Abidjan-Cocody, un « Séminaire d'apprentissage entre les pairs de l'initiative Compact G20 avec l'Afrique » le jeudi 12 septembre 2019. La rencontre avait, en effet, pour thème : « Le financement mixte dans les pays du Compact G20: S'approprier le contexte local pour booster les investissements ». Cette importante activité qui a réuni en terre ivoirienne les représentants des pays africains membres du Compact G20 ainsi que ceux du G20, a été conjointement organisée par le ministère ivoirien de l'Économie et des Finances et le Centre africain pour la transformation économique (Acet).

Une occasion que le ministre ivoirien de l'Économie et des

Finances, Adama Coulibaly a saisi pour présenter le principal enjeu de la réunion d'Abidjan. « La rencontre qui

a conduit la volonté d'apporter des solutions à l'une des problématiques clés du moment à laquelle nos économies font face, à savoir le financement du développement ». En effet, l'Organisation des Nations unies (Onu) estime que les besoins de financement du développement des pays en voie de développement sont évalués à environ 4500 milliards de dollars (environ 2,6 milliards de fca) par an sur la période 2015-2030.

Les besoins de financement du développement sont évalués par l'Organisation des Nations unies à environ 4500 milliards de dollars (environ 2,6 milliards de fca) par an sur la période 2015-2030. En Afrique, et en particulier dans les pays membres du Compact G20, relève les institutions internationales d'appui au développement, le financement du développement des infrastructures revêt un intérêt particulier en raison de la nécessité de continuer à soutenir la croissance économique, notamment à travers des investissements appropriés. « Il est nécessaire, voire impérieux de recourir, au-delà des instruments classiques, à des instruments financiers novateurs pour combler ces

besoins », a indiqué Adama Coulibaly.

Pour rappel, au cours de la

dernière décennie, les politiques mises en œuvre par les États africains et appuyées par les partenaires au développement se sont traduites par une croissance économique soutenue, caractérisée par des taux moyens annuels de croissance du Produit intérieur brut (Pib) de plus de 4% dans bon nombre d'économies africaines. Pour maintenir cette dynamique et accompagner l'action des gouvernements africains, les pays du G20 ont mis en place, en mars 2017, l'initiative Compact avec l'Afrique du G20. Le Compact vise à promouvoir les investissements privés dans les pays africains, en liaison avec les priorités

de ces pays. Il consiste à mobiliser les investisseurs privés à intervenir massivement en Afrique dans une approche « gagnant-gagnant », pour l'ensemble des parties, afin d'impulser le développement du continent.

Trois domaines ont été ciblés dans lesquelles des actions concrètes devront être menées en vue notamment d'encourager les investisseurs privés à la fois nationaux et internationaux : le renforcement du cadre macroéconomique ; l'amélioration de l'environnement des affaires ; le développement d'un cadre propice au financement.

Elysée LATH

Le Japon identifie de nouveaux secteurs à financer en CI

Lors de la cérémonie d'ouverture du « Séminaire d'apprentissage entre les pairs de l'initiative Compact G20 avec l'Afrique » le jeudi 12 septembre 2019 au Sofitel Abidjan hôtel Ivoire, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon en Côte d'Ivoire, Kuramitsu Hideaki, a passé en revue les projets exécutés en Côte d'Ivoire dans le cadre de la Ticad et de bien d'autres programmes de coopération.

« Mon pays a, jusque-là, appuyé la Côte d'Ivoire dans divers domaines dont notamment le secteur des infrastructures de haute qualité dans la zone du grand Abidjan ces dernières années », a-t-il dit. Il a par la suite informé que son pays envisage désormais d'étendre davantage son soutien à d'autres secteurs tels que la santé, le transport et l'énergie. Les nouveaux secteurs qui vont bénéficier des financements de la coopération japonaise vont couvrir également l'agriculture et la pêche, qui représentent, selon le diplomate, les industries de base pour la plupart des pays africains. Le Japon entend aussi mettre à profit son « plus grand atout qui est sa haute technologie et sa riche connaissance » pour appuyer le renforcement des entreprises privées locales. « Mon pays poursuivra son soutien dans le cadre du Compact en collaboration avec les partenaires internationaux au développement en vue de concrétiser un modèle de développement africain avec à son centre de l'investissement privé », a promis Kuramitsu Hideaki.

E.L.



Kuramitsu Hideaki a réitéré l'engagement de son pays à accompagner le développement de la Côte d'Ivoire [Photos: DR]

COMMERCE ET TRANSFORMATION DU POISSON

Les Pme du secteur outillées pour relever les défis

Les femmes jouent un rôle important dans les activités post-capture de la chaîne de valeur de la pêche et de l'aquaculture. 92% d'entre elles sont employées dans les activités post-récolte et la transformation principalement, et assurent la distribution et la disponibilité des stocks de poisson aux ménages. Cependant, elles sont confrontées à plusieurs difficultés dans l'exercice de leurs activités à savoir l'accès au crédit et aux fonds d'investissement des petites et moyennes entreprises du secteur de la pêche et de l'aquaculture. Dans la recherche de solutions à ces difficultés, Abidjan a été le 12 au 13 septembre 2019 un atelier sur « l'amélioration du rôle des femmes dans le développement des petites et moyennes entreprises (Pme) du secteur de la pêche et de l'aquaculture, un moyen d'amener les compétences liées aux technologies de traitement et de conservation du poisson, au commerce et au marketing ». Le ministre des Ressources animales et halieutiques, Moussa Dosso, procédant à l'ouverture des travaux, a souligné l'attention accordée par le président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, et le chef du gouverne-



Le ministre des Ressources animales et halieutiques, Moussa Dosso (au centre), Dr Mohamed Saisey de l'Ua-Bira et les autres participants à l'ouverture des travaux. (Ph. DR)

de l'activité économique de l'État ivoirien. Il a insisté sur « la nécessité d'organiser les activités de la transformation, sous-secteur des pêches et de l'aquaculture qui contribue de façon significative à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois et à la lutte contre la pauvreté ». La preuve, en Côte d'Ivoire, ce sous-secteur des pêches et l'aquaculture occupe plus de 400 000 personnes composées majoritairement de femmes impliquées dans les activités post-capture de la filière pêche. Pour rappel, la politique de coordination des activités post-capture, à l'échelle du continent africain, du

femmes africaines engagées dans la transformation et le commerce du poisson (AwFishNet). Dr Mohamed Saisey, chef de service de la pêche, représentant le directeur de l'Ua-Bira, a précisé que cette présente réunion organisée par son organisation dans la capitale économique de la Côte d'Ivoire est la deuxième du Bureau du réseau AwFishNet depuis sa création. Elle vise à renforcer les connaissances et les compétences des femmes en matière de pêche, de transformation du poisson et de commerce. Il est prévu la mise en place d'une plate-forme des membres du bureau et des experts sélectionnés

Pme détenues par les femmes dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION

Dr Mohamed Saisey a fait remarquer que ces actions émanent de la volonté des États membres de l'Ua à promouvoir des programmes d'autonomisation afin de renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans les activités de développement de la pêche et de l'aquaculture, y compris le commerce, la commercialisation et la production. Aussi, le cadre politique et la stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique de l'Ua accorde une prio-

rité à la promotion du genre, la femme et la jeunesse dans les politiques, lois et plans nationaux. Cet objectif est également mentionné dans le Plan directeur pour le développement de l'Afrique de l'Agenda 2063, qui aspire, entre autres, à la participation de la femme dans tous les domaines, l'égalité des droits sur les plans social, politique et économique. Tout comme, la Déclaration de Malabo qui s'est engagée à soutenir et à faciliter la participation des femmes et des jeunes à des opportunités économiques intéressantes et attrayantes dans le secteur agroalimentaire en tant que stratégie de réduction de la pauvreté.

Marcelle AKA

SECTEURS DES HYDROCARBURES ET DE L'ÉNERGIE

Abdourahmane Cissé lance lundi le prix de l'innovation

Le lundi 16 septembre 2019, le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Energies renouvelables, Abdourahmane Cissé, lance à Abidjan-Plateau, la première édition du prix de l'innovation pour les secteurs hydrocarbures et énergétiques ivoiriens. Il s'agit précisément de deux prix. A savoir les volets hydrocarbures et énergie doté chacun d'une enveloppe de 10 millions fclfa pour le lauréat. Avec à la clé, un accompagnement qui permettra de mieux coacher ceux qui seront distingués, le 19 décembre 2019. Par ce prix, Abdourahmane Cissé implémente déjà l'une des recommandations du séminaire pétrole et énergie organisé par

son département ministériel à Yamoussoukro, les 15 et 16 juillet 2019. En effet, au terme de ces assises, il avait été décidé d'encourager et d'aider à l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs et jeunes professionnels et énergie avec pour but de récompenser et financer les projets innovants, conçus et développés par les Ivoiriens dans lesdits secteurs. Faut-il le rappeler, 12 mesures fortes parmi environ 200, avaient été arrêtées lors de ce séminaire. A savoir 6 mesures dans le secteur des hydrocarbures et 6 autres dans celui de l'énergie.

Cyrille DJEDJED avec Sercom

JOURNÉE NATIONALE DU PARTENARIAT
 Ces questions que le secteur privé ne va pas occulter

La 4e édition lancée hier

La 4e édition de la Journée nationale du partenariat (Jnp) se tiendra à Abidjan le 7 octobre 2019. Hier jeudi 12 septembre 2019, le secrétariat exécutif du Comité de concertation Etat-secteur privé a procédé au lancement officiel de cette rencontre qui va réunir le secteur privé et l'administration publique pour échanger sur leurs différentes préoccupations. A cette cérémonie, le secteur privé, représenté par la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci) a annoncé la couleur, relativement aux questions qu'il va mettre sur la table des échanges à cette 4e édition de la Jnp. Pierre Magne, vice-président de la Cgeci qui représentait le président Jean Marie-Ackah, a en effet, évoqué la question de la réforme fiscale. Il a souhaité que cette réforme, à l'initiative du secteur privé, connaisse une accélération dans son traitement de la part des autorités gouvernementales en vue de sa mise



La 4e édition de la Journée nationale du partenariat a été lancée, hier. (Ph. DR)

en œuvre rapide. Il s'est également appesanti sur la question de l'aménagement des zones industrielles afin de faciliter l'installation des entreprises industrielles. Sa requête était que le gouvernement poursuive ce projet tant dans les environs d'Abidjan que dans les villes de l'intérieur du pays. Pierre Magne

est revenu sur la question de la réduction des délais de passation des marchés publics de 90 à 60 jours qu'il souhaite effective, ainsi que celle concernant les délais de paiement par l'Etat, des fournisseurs, principalement les Pme. Relativement à la question spécifique des rencontres périodiques prévues par

le Comité de concertation Etat-secteur privé (Ccesp), la Cgeci a regretté que la fréquence (de 3 à 4 rencontres par an) ne soit pas respectée. Il a, pour corroborer ses dires, comptabilisé une seule rencontre en 2018, et aucune pour le moment en ce qui concerne 2019. Du reste, l'édition 2019 de la Jnp a retenu comme thème : « Partenariat Etat-secteur privé pour une croissance inclusive et durable ». Mme Mariam Fadiga Fofana, secrétaire exécutif du Ccesp a expliqué le choix de ce thème par le fait que la Côte d'Ivoire, depuis la sortie de crise en 2011, a connu une embellie économique qui lui a permis de rattraper son retard dans de nombreux indicateurs de développement humain. Mais, que malheureusement, de multiples défis socio-économiques demeurent, qu'il s'agisse de services collectifs (santé, éducation, accès à l'eau, etc.) ou de questions

d'emplois et d'autonomisation des jeunes et des femmes. Face à ces défis qui ont amené le gouvernement à adopter le Programme social (Psgouv) 2019-2020, le secrétariat exécutif du Ccesp estime que le secteur privé reste le partenaire idéal à même d'aider le gouvernement à relever ce challenge. Cela, au regard de sa contribution à travers les investissements privés et par la création d'emplois pérennes et de qualité. « Ainsi, comme on le voit, le défi permanent de l'inclusion économique et du bien-être social reste une problématique partagée par l'Etat et le secteur privé (...) Il apparait, en effet, opportun de savoir quelle synergie créer entre l'Etat et le secteur privé pour contribuer plus fortement à l'inclusion économique et au bien-être social », a justifié Mme Mariam Fadiga Fofana.

Elysée LATH



CÔTE D'IVOIRE

Accélérer la croissance, résoudre le problème de l'emploi



Chaîne d'emboîtage de thon de la conserverie Scodi à Abidjan

Chaîne d'emboîtage de thon de la conserverie Scodi à Abidjan

Créer 200 000 emplois par an, c'est l'objectif de l'État. Après le développement des infrastructures, et les diverses réformes faites, notamment sur le plan de la santé et de l'éducation, la Côte d'Ivoire accélère les réformes et s'oriente vers l'industrialisation.

L'industrie, véritable gisement d'emplois

La Côte d'Ivoire sait que c'est en transformant ses ressources naturelles qu'elle s'assurera un avenir industriel, source d'emplois pour la population et de valeurs ajoutées pour les opérateurs privés. L'agro-industrie pèse à elle seule pour les trois-quarts du secteur manufacturier ivoirien. La filière cacao transforme localement 30 % de ses volumes exportés. Loin des 50 % visés dans le Plan national de développement (PND), 2016-2020, mais de nouvelles incitations fiscales doivent être

adoptées prochainement pour motiver la transformation locale des fèves. Les pouvoirs publics portent également une attention particulière vers la filière anacarde qui emploie déjà 225 000 personnes, alors que le premier producteur africain transforme encore à peine 10 % des 800 000 tonnes de noix de cajou qu'il produit chaque année. D'importants gisements d'emplois existent dans les filières plastiques et chimiques, cuir et plastique, ainsi que dans les nombreuses autres activités du primaire et du tertiaire, qui font de l'économie ivoirienne la diversifiée d'Afrique de l'Ouest.

En attendant le local content

La Côte d'Ivoire a établi une véritable stratégie en matière de politique de l'emploi, détaillée dans le plan national présenté en 2016. Il vise à créer 200 000 emplois par an à l'horizon 2020, notamment dans les catégories particulièrement vulnérables que sont les femmes et les jeunes. Comme en réponse aux

constats tirés lors du Forum d'Abidjan, le PNE (Programme national d'enquêtes) prévoit d'améliorer la corrélation entre l'offre et la demande exprimée par le marché du travail, de rationaliser le cadre institutionnel et la législation du travail pour qu'elle soutienne encore davantage l'activité économique.

Le document veut aussi améliorer l'appareil statistique national pour avoir une meilleure lecture des événements. La Fondation Mo Ibrahim ne dit pas autre chose quand elle souligne dans son rapport l'absence générale de données fiable sur le continent, le plus souvent incomplètes et conduisant à une perception erronée qui limite l'application de politiques ordonnées.

Grâce au PNE, ce n'est pas le cas de la Côte d'Ivoire qui a déjà réalisé certaines promesses en faveur de l'emploi des jeunes, à commencer par la création en 2016 d'une Agence emploi jeune (AEJ), qui fonctionne comme un guichet unique, avec incitations fiscales à la clé. Avant de jouer la carte de la préférence nationale, comme d'autres pays africains avant lui.

Les autorités ivoiriennes réfléchissent depuis plus d'un an à introduire des quotas réservés aux travailleurs locaux dans le secteur minier. Un essai qui pourrait ensuite se généraliser aux autres filières et concerner tous les grands projets d'envergures en cours ou à venir dans le pays. En plus d'assurer le recrutement direct d'une main-d'œuvre nationale, le contenu local – *local content*



800 000 tonnes de noix de cajou sont produites chaque année en Côte d'Ivoire.

en anglais - permet également de soutenir la création et l'activité des PME ivoiriennes, de multiplier les transferts de technologies et de développer les compétences des individus. Il apparaît aujourd'hui, aux yeux des experts internationaux, comme l'outil indispensable pour promouvoir une croissance inclusive dans un pays.

Croissance et transparence

Et en la matière, le gouvernement ivoirien est bien conscient qu'il lui reste encore beaucoup à faire. Comme dans l'ensemble des pays du continent, les taux de croissance robustes enregistrés ces dernières années par le pays - plus de 8 % en moyenne - n'ont pas suffi pour sortir une large partie de la population de son indigence. Pour relever le défi de la pauvreté, le gouvernement a adopté début 2018 son Plan d'actions prioritaires (PAP), destiné à lutter contre la pauvreté.

Ce dispositif vient en complément de nombreux autres qui permettent aujourd'hui à la Côte d'Ivoire d'afficher la plus belle progression à l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIGA). Le pays se classe en 22^e position en 2018 alors qu'il était 41^e dix ans plus tôt, réussissant à améliorer ses scores



➤ Unité de transformation du Cacao *Chocoivoire* à San Pedro.

dans chacune des quatre catégories de l'indice : sécurité et État de droit, participation et droits humains, développement économique durable, développement humain.

C'est en matière de transparence, de participation démocratique ou encore de politiques éducatives et sanitaires que les indices ivoiriens ont le plus progressés en dix ans. « Un bilan très positif », estime la fondation Mo Ibrahim dans ses conclusions, qui devrait encore renforcer l'attrait de la Côte d'Ivoire auprès des investisseurs privés qui créeront les emplois ivoiriens de demain.

133 MILLIARDS DE FCFA PRÉVUS POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE



➤ L'université d'Abidjan va également bénéficier de nouveaux équipements.

Le 12^e Forum Mo Ibrahim s'est tenu à Abidjan du 5 au 7 avril. Comme pour récompenser la Côte d'Ivoire d'avoir réalisé, en dix ans, la plus belle progression du continent à l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIGA).

CHIFFRES DU RAPPORT IIGA

(COMPARATIF 2008 - 2018 - SOURCE FONDATION MO IBRAHIM)

+15,9 points

enregistrés par la Côte d'Ivoire en matière de **Participation et droits humains**, soit la deuxième progression la plus forte du continent.

+36,7 points

enregistrés par la Côte d'Ivoire en matière de **gestion budgétaire et financière**, soit la cinquième meilleure progression à l'échelle de l'Afrique.

+23,2 points

enregistrés par la Côte d'Ivoire en matière de **transparence**, soit la meilleure progression d'Afrique

+22,6 points

enregistrés par la Côte d'Ivoire en matière d'**État de droit**, soit la deuxième meilleure amélioration du continent.

+38,8 points

enregistrés par la Côte d'Ivoire en matière d'**harmonisation du système éducatif avec les besoins du marché**, soit l'un des rares résultats positifs enregistrés en Afrique.

